

Que les riches prospèrent et que les pauvres trinquent !

Sous couvert, encore une fois, de moderniser et de réformer l'Etat, le président de la République vient d'annoncer un certain nombre de mesures destinées à rétablir l'équilibre des comptes publics, et particulièrement celui du budget de l'Etat. Ainsi, seulement quatre mois après avoir fait voter un budget comprenant des ristournes fiscales importantes pour une minorité de contribuables favorisés, ce même président ose prendre à témoin le pays pour annoncer que les caisses publiques sont vides et qu'il s'agit de faire des économies !

Encore une fois ces « économies » vont compromettre un peu plus le fonctionnement de nombre d'administrations et de services publics et vont désertifier encore plus certaines zones de toute présence administrative ou sociale. Elle vont de plus aggraver le chômage, en particulier chez les jeunes : ne pas remplacer un départ en retraite sur deux dans les administrations, c'est laisser autant de jeunes sans emploi.

Les nouvelles mesures de rigueur prises à l'égard de certains budgets (logement, formation professionnelle, emploi, etc) sont à mettre en parallèle avec les cadeaux fiscaux contenus dans le « paquet fiscal » (15 milliards d'euros) et en relation avec les exonérations de cotisations sociales consenties aux entreprises (plus de 20 milliards d'euros). Elles s'inscrivent dans la droite ligne des politiques menées dans nombre d'entreprises : il n'y a pas d'argent pour augmenter les salaires des employé(e)s, mais il faut toujours augmenter les dividendes des actionnaires et autoriser les très fortes rémunérations des dirigeants. Il n'y a pas d'argent pour certaines dépenses sociales et collectives, mais il y en a toujours pour réduire les contributions des plus riches.

En réalité la France n'a jamais été aussi riche, mais ses richesses ont rarement été aussi injustement et inefficacement réparties entre les différentes couches de la population, entre les différents territoires, entre le financement de biens publics et l'accaparement croissant fait par et pour une minorité.

Le 4 avril 2008